

REVUE
DE LA
POLITIQUE
FRANÇAISE

Le numéro : 15 F

Belgique : 140 FB

**LA FUNESTE
ALLIANCE**

(Capitalisme et marxisme)

**DÉFAITE ÉLECTORALE
POUR LE GOUVERNEMENT**

- L'Europe mondialiste contre les paysans.
- Les Amis de Robert Brasillach.
- Que faisiez-vous M. Mitterrand en 1957 ?
- Henri Caillavet.
- S.O.S. Nicaragua.

Lectures françaises

Fondateur HENRY COSTON

Secrétariat de rédaction : JÉRÔME SEGUIN

RÉDACTION, ADMINISTRATION ABONNEMENTS ET PUBLICITÉ

D. P. F., Chiré-en-Montreuil 86190 Vouillé — C. C. P. Bordeaux 2920-71 M
Tél. (49) 51.83.04

BULLETIN D'ABONNEMENT

Préciser : NOUVEL abonné ou ANCIEN abonné.

NOM ET PRENOM :

PROFESSION :

ADRESSE :

..... Code postal :

désire s'abonner POUR UN AN à Lectures Françaises.

Abonnement complet de soutien : 200 F. — Abonnement simple : France : 150 F.

Etranger : 180 F. — Bienfaiteur : 250 et au dessus

et recevoir les numéros parus suivants

Ci-joint la somme de F

en chèque, mandat ou virement postal au nom de la Diffusion de la Pensée Française (C.C.P. Bordeaux 2920-71 M).

Date et signature :

POUR COMPLETER VOS COLLECTIONS QUELQUES NUMEROS DE « LECTURES FRANÇAISES » EN VOIE D'ÉPUISEMENT ET EN NOMBRES TRÈS LIMITES (Chaque n° 15 F.)

N° 55 (octobre 1961). « La vie des métiers », organe des trust sidérurgiques. Les Seigneurs de l'esprit, par J. Ploncard d'Assac.

N° 69 (novembre 1962). « La Droite la plus bête du monde » s'est suicidée.

N° 79 (octobre 1963). France-soir, qui es-tu ?

N° 162 (octobre 1970). Décadence de la F.F.M.

N° 205 (mai 1974). Faites vos jeux.

N° 214 (février 1975). Les pourceaux d'Epicure.

N° 227 (mars 1976). Les chequards du Big Business.

N° 229 (mai 1976). Dans les coulisses de la Maison Blanche.

N° 230 (juin 1976). Le Racket de l'or noir.

N° 276 (avril 1980). Ces millions de morts dont on ne parle plus.

N° 285 (janvier 1981). La France livrée aux 200 Familles.

N° 301 (mai 1982). Les dépeceurs de la France.

NOTE DE GERANCE

- Les abonnements entrent en vigueur avec le premier numéro à paraître après la date de réception de votre règlement. Ils ne peuvent porter sur les numéros parus pendant ou avant ce délai.
- Pour recevoir les numéros publiés antérieurement, veuillez les commander à part (voir prix et ne disponibles au dos de la couverture).
- Pour éviter toute interruption dans l'envoi de la revue il est nécessaire que votre réabonnement

nous parvienne avant que celui-ci soit échu. Nous envoyons un premier avis 2 mois avant cette date. Répondez-y par retour : votre échéance ne sera pas modifiée ; vous nous rendrez service en facilitant considérablement le travail de notre secrétariat.

- Nous vous remercions de bien vouloir vous conformer à ces quelques directives. Cela nous permettra de vous donner entière satisfaction.

Reproduction interdite, sauf accord avec la direction.

IMPRIMERIE P. OUDIN et E. BEAULU, Poitiers.
Dépôt légal n° 1008 - 1985.

Commission paritaire des publications N° 56.191

Directeur de la publication :
Jean AUGUY

LA POLITIQUE

par

Jacques PLONCARD d'ASSAC

I. — LES SOCIALO-COSMOPOLITES

Le socialo-cosmopolite Henry-Bernard Lévy déclare : « Je juge inacceptable que Le Pen soit considéré comme un politicien comme un autre... Je suis partisan de l'exclusion des porteurs de pensées xénophobes et de l'idéologie raciste » (Présent, 22-2).

Ce sont là des propos inadmissibles. Pour deux raisons. La première, c'est que M. Le Pen ne se déclare ni raciste, ni xénophobe. Il demande simplement qu'il soit reconnu que les étrangers, en France, ne sauraient avoir les mêmes droits que les citoyens français et que le travail soit réservé, en priorité, aux chômeurs français.

Cela n'a rien de xénophobe. C'est la simple et normale affirmation de la priorité des droits des nationaux sur les étrangers.

L'accusation de racisme ne tient pas non plus, car jamais M. Le Pen n'a exclu du Front National des gens en raison de leur race. Il a sur ses listes électorales, sur ses tribunes, des noirs, des jaunes, des arabes, des naturalisés. La seule condition c'est qu'ils soient citoyens français.

Il y a donc, dans les accusations de M. Lévy, deux mensonges inadmissibles. Le Pen n'est pas ce que M. Lévy dit qu'il est. Il est ce que lui-même dit de lui.

La seconde raison, c'est que ce n'est pas seulement M. Le Pen que M. Lévy veut exclure du débat politique, mais les millions de citoyens français qui se reconnaissent dans ses idées. M. Lévy, nouvel Inquisiteur, porte un jugement négatif sur ce qu'ils pensent. Il n'y a donc plus de liberté de penser et bientôt plus de liberté d'action pour des millions de citoyens français, dans leur propre pays ! Il est inquiétant de noter que le gouvernement de M. Mitterrand vient de demander au Conseil de l'Europe l'application de l'article 15 de la convention européenne des droits de l'homme, l'autorisant à prendre localement des mesures dérogeant à cette convention « en cas de guerre ou en cas d'autres dangers menaçant la vie de la nation. » (Présent, 22-2).

C'est extrêmement grave. Que, demain, le régime décide que M. Le Pen met en danger la vie de la nation, et c'est la loi des suspects, mise en œuvre sous la Révolution, qui risque de tomber comme une chape de plomb sur toute une partie des Français.

Les mêmes mensonges et le même sectarisme nous les retrouvons dans la bouche de Mgr Decourtray, archevêque de Lyon et vice-président de la Conférence épiscopale, dénonçant « un parti politique dont certains thèmes (lesquels ?) sont incompatibles avec l'enseignement de l'Eglise » (quelle Eglise ?). Et il poursuit : « Nous en avons assez de voir grandir dans notre pays le mépris, la défiance et l'hostilité contre les immigrés. Nous en avons assez des idéologies qui justifient ces attitudes. » (Le Monde, 22-2).

Eh bien, nous, nous en avons assez de ces évêques menteurs qui déforment les faits et les pensées.

Pour nous, il n'y a pas d'immigrés, il y a des étrangers qui, dans la situation dramatique du marché du travail, doivent passer après les travailleurs français. Il n'y a là ni mépris, ni défiance, ni hostilité, mais priorité normale donnée aux chômeurs français.

II. — ON MONTE VERS L'EGALITE

Mgr Vilnet, président de la Conférence épiscopale, va plus loin dans son alignement sur l'idéologie socialo-cosmopolite. Il dénonce « la montée de l'idéologie élitiste » qu'il qualifie « d'antithèse de l'Evangile » ! Il stigmatise ceux qui vont « jusqu'à laisser entendre, comme d'autres ont fait voici plusieurs décennies, qu'il y a des êtres supérieurs et des être inférieurs et des races de valeurs inégales. »

C'est aberrant. Mgr Vilnet condamne tout simplement la Création qui a fait des être inégaux en tout : en savoir, en force, en beauté. Le rôle de la civilisation a toujours été de réduire ces inégalités en formant des élites. On monte vers l'égalité, on ne descend pas vers l'égalité, ou alors c'est l'égalité des incapables.

Mgr Vilnet, lui-même, est le produit d'un choix élitiste. Il a été nommé évêque parce qu'on a cru choisir le meilleur. On s'est trompé, mais cela ne change rien au principe.

Mgr Lecrosnier, évêque de Belfort-Montbéliard, le pasteur Jean Tartier, inspecteur ecclésiastique de l'Eglise évangélique luthérienne, et le rabbin Yehouda Bergudo, de la communauté israélite de Belfort, se sont mis à trois pour déclarer « l'égalité fondamentale de tous les hommes en tant qu'ils sont créés à l'image de Dieu » (Le Monde, 26-2)

Mais ce n'est pas le problème.

Le problème, c'est : les Français sont-ils encore chez eux en France ou celle-ci n'est-elle qu'une simple section de l'Internationale socialo-cosmopolite ouverte à tous vents, où ont le droit de s'engouffrer tous les étrangers qui s'y trouvent mieux que chez eux ?

La nation a-t-elle des droits, et d'abord celui de les faire respecter ?

Nous sommes en face d'une formidable campagne d'intoxication qui tend à faire de Le Pen une sorte d'Hitler. Un diable qu'on peint sur les murs pour faire peur aux petits enfants et aux électeurs.

Que l'on trouve des évêques pour y participer n'a rien d'étonnant. On a déjà vu cela sous la Révolution. Ils s'appelaient alors Talleyrand, Fauchet ou Gobel.

Tout ce monde socialo-cosmopolite a peur du réveil français. On a entendu M. Poperen déclarer que si, au second tour des élections cantonales, un candidat centriste se trouvait en difficulté devant un candidat du Front National, les socialistes se désisteraient pour le centriste.

Bien sûr. Il s'agit de préparer la nouvelle majorité à composante maçonnique qui, selon le plan des forces occultes, doit remplacer les socialistes défaillants.

Mais revenons au problème anti-raciste. Il n'a pour unique raison d'être que de détruire la nation française. Il est, en réalité, un racisme anti-français.

Le P. Delorme, qui aurait fait un excellent curé jacobin en 1793, proclame : « Nous sommes déjà culturellement des métis ». Et Coluche va jusqu'à dire : « ceux qui se croient Français se trompent. » (Le Monde, 21-2). En tout cas, lui, n'a pas l'air de croire qu'il l'est.

Ce patriotisme français qu'on récuse, il est intéressant de voir qu'il n'en est pas de même pour le patriotisme israélien. Le grand rabbin d'Israël, en visite en France, a déclaré qu'« un des traits caractéristiques du judaïsme français était ses « liens étroits avec Israël » (Le Monde, 17-2). Allons, il est consolant de voir qu'il y a encore des gens qui ont une patrie.

III. — LE GRAND PLAN

Toute cette agitation autour de M. Le Pen a quelque chose de factice. Le Pen n'étant pas ce que les socialistes et les évêques disent, pourquoi donc cette accumulation de mensonges et de haine ?

Ah ! c'est qu'il y a le grand plan.

Vous ne connaissez pas le grand plan ? Alors, lisez le Monde du 17-2. Il s'agit d'un article joliment intitulé : « Du bon usage du diable ». Je cite :

« La recomposition est évidemment l'espoir de M. Mitterrand. De même que M. Giscard d'Estaing rêvait de casser le P.S., en détachant sa fraction sociale-démocrate, de même l'actuel président caresse l'espoir de casser la droite, en détachant sa fraction « républicaine » par opposition à celle qui accepterait de s'allier avec l'extrême-droite. Une personnalité du pouvoir n'estime-t-elle pas, que dans les années à venir, un reclassement s'effectuera autour de la défense — ou non — des idées de la République ? Le scénario peut se nourrir de quelques ébauches : déjà apparaît une symétrie entre l'isolement du P.C.F. d'un côté, le refus de certaines personnalités de s'allier avec M. Le Pen, de l'autre. N'est-ce pas M. Séguin, député R.P.R. des Vosges, qui confie à l'Express que, « à la limite », il préfère « faire passer un candidat socialiste plutôt que de faire alliance avec le Front National » ? Cet argument de l'alliance avec le diable qui jouait contre les socialistes au temps de l'union de la gauche et du gouvernement d'union, c'est au tour de la droite d'en être victime.

« Dans les deux cas, la cible est la même : le centre ; non pas

tant les forces politiques que les électeurs flottants. Une campagne sur les idéaux républicains peut permettre de les rassembler, pour peu que le danger « noir » (et non plus « rouge ») se profile à l'horizon. »

Les « Noirs » ! Ils ont même retrouvé le langage jacobin de 1792 qui désignait ainsi le « côté droit » !

La Révolution continue.

En tout cas, le grand plan est nettement formulé. La Franc-Maçonnerie en constitue l'armature. C'est elle qui, infiltrée dans tous les partis, négociera les compromissions des Stasi, Noir, Séguin et Cie.

C'est le véritable pouvoir qui se démasque.

IV. — ROME A PARLE...

Dans cette lutte acharnée que la Franc-Maçonnerie mène, depuis plus de deux siècles, contre la société chrétienne, la phase la plus dangereuse s'est déroulée de nos jours, mais dans une telle ombre, que rares sont ceux qui en ont pris conscience.

Il s'agissait, pour la Maçonnerie, d'atteindre l'Eglise de l'intérieur. Et elle était en train d'y arriver. Le Grand Maître du Grand Orient, a dit là-dessus des choses graves. Il assure, dans une déclaration du 26 février (cf. Le Monde, 28-2) qu'au sein du Grand Orient « il y a des catholiques, prêtres le cas échéant, maçons affirmés, s'accommodant des oukases d'un Vatican qui se comporte (...) de façon le plus souvent réactionnaire ».

Or, voici que Rome vient de faire savoir de nouveau (cf. Osservatore romano, 22-2) que le « climat de secret » et de discipline qui prévaut au sein des loges comporte pour les affiliés le risque de « devenir des instruments de stratégies qu'ils ignorent ».

Voilà qui aurait dû intéresser Mgr Vilnet et Mgr Decourtray, plus que leurs élucubrations sur M. Le Pen. Mais, bien entendu, ils se taisent. Sont-ils de ces « catholiques, prêtres le cas échéant, maçons affirmés » qui s'accommodent des oukases du Vatican réactionnaire ?

En tout cas, Rome réaffirme « l'incompatibilité entre les principes de la Maçonnerie et ceux de la foi chrétienne. »

C'est un coup sévère pour le « grand plan », mais vous allez voir que ses auteurs y pareront... en faisant le silence sur ce que dit Rome, comme sur les vrais propos de M. Le Pen.

On peut très bien gouverner par le mensonge quand on est maître d'organiser la conspiration du silence sur ce qui vous gêne.

C'est pourquoi, plus que jamais, il est important de diffuser livres, brochures, journaux qui s'efforcent de rompre le silence.

Jamais « Chiré » n'a été autant d'actualité.

J.P. d'A

Paris, 2 mars 1985

L'alliance entre le marxisme et le capitalisme domine le monde

Entretien avec Jean Lombard à propos de son ouvrage :

“ La face cachée de l'Histoire moderne ”

L'historien et chartiste Jean Lombard (1) vient de publier en français le premier tome d'une œuvre magistrale sur l'explication du déroulement de l'histoire du monde (qui avait paru il y a quelques années en langue espagnole sous le titre : « La cara oculta de la historia moderna »).

Pour présenter son livre il a récemment accordé un passionnant entretien au quotidien espagnol El Alcazar (n° du 3 février 1985) qui nous a aimablement autorisé à en reproduire la traduction française.

LE LIEN ENTRE LE CAPITALISME ET LE MARXISME

Question. — *Quelle a été l'origine de votre vocation profonde et risquée de chercheur et combien de temps avez-vous consacré à la préparation de votre ouvrage : « La face cachée de l'Histoire moderne » ?*

J. Lombard. — Le hasard, lorsque je passais tout l'été de 1939 aux Etats-Unis et au Canada, me permit d'assister aux préparatifs idéologiques de la Seconde Guerre mondiale. J'en vins à découvrir le visage voilé des « forces occultes » et à pressentir que ce sont elles qui ont fomenté les guerres et les révolutions. Je décidai alors de rechercher pour mon compte les racines de ces « forces occultes », en découvrant des textes originaux et en les confrontant avec l'histoire générale. J'eus alors la chance de trouver certaines œuvres, qui sont la clé de ces investigations laborieuses, tels les « Selected Essays » (Essais choisis) de Darmestetter, version américaine des « Prophètes d'Israël », écrit en 1891. Et je suis parvenu de la sorte à reconstituer le développement du capitalisme et, à son tour, celui du (marxisme) - collectivisme.

(1) Diplômé de l'Ecole des Chartes (1927), Jean Lombard s'est orienté vers une carrière diplomatique en intégrant l'Ecole des Sciences Politiques d'où il sortit lauréat du concours des Ambassades. Peu avant la guerre on lui a confié le poste de bibliothécaire-archiviste de la ville d'Alger avant de devenir administrateur de la Bibliothèque d'Alger, ce qui lui permit d'être plongé pendant 10 ans dans les affaires musulmanes en Algérie. Pendant la 11^e guerre mondiale il fut affecté aux services de renseignements. Inquiété à la « libération » pour avoir dépouillé les bibliothèques et les archives des loges maçonniques en Algérie, il fut incarcéré pendant quelques temps et radié de la Bibliothèque. Après la guerre, il a été nommé secrétaire général du Comité des Banques d'Algérie, directeur de l'enseignement bancaire en Afrique du Nord et professeur d'économie politique, avant de retrouver sa place d'administrateur de la Bibliothèque d'Alger (le conseil d'Etat venant de lever la sanction qui l'avait touché dix ans auparavant). Mis en congé spécial après l'abandon de l'Algérie, il vint s'installer en Espagne (où il réside toujours actuellement) et fut nommé chargé de missions de l'UNESCO en Amérique centrale et au Liban. Cette carrière bien remplie lui a donné l'occasion de parfaitement prendre connaissance des arcanes financières et bancaires, et de consulter une exceptionnelle documentation confidentielle ou peu connue dont il a su tirer le meilleur profit pour mener à bien son œuvre absolument remarquable.

UN LIEN FONDAMENTAL

Q. — Ainsi ne laisse place à aucun doute le titre que vous avez donné au premier tome de votre édition française : « La montée parallèle du capitalisme et du collectivisme » ?

J.L. — Pour comprendre cette alliance, qui semble contre nature, étant donné l'affrontement idéologique existant en apparence, il faut expliquer, à partir de la génèse du capitalisme et du collectivisme, quels sont les antécédents historiques de la démocratie libérale, selon l'Israélite polonais Brzezinsky, mentor de Carter. Je la compare d'habitude à l'image d'un tunnel, dont la droite et la gauche élèvent respectivement les parois, bien qu'il n'offre qu'une voie unique, conforme aux paramètres des technocrates, c'est-à-dire la servitude dont souffrait le peuple de l'ancienne Egypte. En réalité ce n'est là qu'une pseudo-démocratie, dans laquelle les élections sont tolérées mais les candidats présentés par les Directoires secrets, et ce n'est lever aucun voile que de préciser que bien des politiciens des démocraties occidentales, qu'il s'agisse des Etats-Unis, de la France, de l'Italie ou de l'Angleterre, appartiennent à ces Directoires, bien qu'ils se disent libéraux ou socialistes, selon les partis auxquels ils appartiennent.

Q. — L'on peut donc confirmer le lien entre le Capitalisme et le Marxisme ?

J.L. — Pour convaincre les incrédules, je ne puis leur exhiber un contrat de mariage par-devant le juge, qui n'existe pas, bien sûr. Mais je peux leur apporter au moins la preuve d'un concubinat. Depuis la mort d'Adriano Lemmi G. : M. : de la Maçonnerie italienne et meneur du « World Revolutionary Movement », le siège de celui-ci se trouve à New-York, dans ce même édifice Harold Pratt, où les Rockefeller hébergent le fameux « Council on Foreign Relations ».

Q. — Ainsi le Mouvement Révolutionnaire mondial, bien qu'étant issu de la gauche marxiste, cohabitait avec la haute Finance, comme loups entre eux ?

J.L. — Mais oui, bien sûr !

Q. — Dans votre ouvrage se trouve la constante démonstration par les faits que, dans la plupart des cas, ce ne sont pas les gouvernements officiels qui prennent les ultimes décisions ?

J.L. — Cela arrive, mais non de façon absolue, que ce soient les membres des « forces occultes » qui dictent ces décisions par personnes interposées.

Q. — Qu'entendez-vous par « forces occultes » ?

J.L. — Celles qui, depuis le XVII^e siècle, se sont réunies dans le dessein de dominer les pouvoirs politiques visibles et de manipuler leurs finances. Elles sont multiples, mais les plus connues sont : les Rose-Croix, les Illuminés de Bavière, les Francs-Maçons et quelques autres sociétés secrètes.

LA POUSSEE DU CAPITALISME

Q. — L'objectif du Capitalisme a été d'étendre son influence grâce à l'argent, n'est-ce pas ?

J.L. — Les marchands cherchaient à se délivrer des entraves sociales et politiques, telles que les restrictions imposées par les Corporations et les condamnations de l'usure par l'Eglise, boulevards jadis défendus par les gouvernements légitimes.

L'intervention de la Banque et des établissements de finance a été d'importance primordiale dans l'origine et la consolidation des révolutions anglaise, américaine du nord et française. De sorte que l'historien de la Fronde, Henri Malo, a pu écrire avec raison que « l'histoire des révolutions est inscrite dans les livres de compte des banquiers ». Ceux d'Amsterdam sont intervenus non seulement en faveur de Cromwell, mais aussi dans la restauration de Charles II. Le cas de la chute de Napoléon est particulièrement éloquent. L'Empereur a tenté d'échapper aux griffes de banquiers internationaux et de se passer de leurs services. Mais le syndicat des Rothschild, de Baring et Boyd (de Londres), de Hope et Labouchère (d'Amsterdam), de Parish (de Hambourg) et de Betmann (de Francfort) s'est uni et a soutenu toutes les coalitions contre Napoléon, qui a succombé devant la résistance civile espagnole et l'immensité des steppes glacées de la Russie.

Q. — *Quand le Capitalisme atteignit-il son zénith ?*

J.L. — Le Congrès de Vienne confirma l'hégémonie de la Haute Finance sur l'Europe. Dès lors les cinq frères Rothschild répandus dans les capitales du vieux Continent et leurs associés du monde entier devinrent les banquiers des rois comme les rois des banquiers. Jusqu'en 1848 il maintinrent leur suprématie absolue. Un autre fait qui instaura la prédominance de l'hégémonie britannique a été la perte des colonies espagnoles en Amérique du sud, rendue possible par deux Francs-Maçons, Bolivar et San Martin, grâce au concours de l'Angleterre et des Loges espagnoles, neutralisant le gouvernement de Madrid. Le résultat en a été la substitution du joug espagnol de celui de l'Angleterre et plus tard des Etats-Unis. Ce qui a entraîné une pire oppression pour les peuples américains.

LA PRESENCE PERMANENTE DE LA MAÇONNERIE

Q. — *Parmi les « forces occultes » se détache la Maçonnerie. Quelle a été sa mission historique, par-delà les intentions humaines ?*

J.L. — Il ne serait pas exagéré de reconnaître qu'elle a assumé, seule ou en collaboration avec d'autres, la mission de susciter les plus grandes révolutions de l'histoire moderne. Son action a été manifeste dans les troubles des révolutions d'Angleterre (1640-1688), puis elle provoqua les dissensions d'où sortirent les protestations américaines, fomenta les tentatives révolutionnaires des Pays-Bas et de Suisse avant la Révolution française et engagea celle-ci (1789) dans ses trois phases contre les gouvernements constitués et la propriété individuelle. Elle organisa aussi la Révolution de 1848, qui prétendait ouvrir la voie à une ère nouvelle.

Q. — *Existe-t-il des raisons pour que la Maçonnerie et les « forces occultes » s'intéressent au collectivisme ?*

J.L. — Sans aucun doute. Trois siècles avant l'apparition du marxisme, les éléments Rose-Croix, promoteurs de la Réforme et des Révolutions d'Angleterre inspirèrent une série d'œuvres comme « l'Utopie » de Thomas More, « la Cité du Soleil » de Campanella, « la Nouvelle Atlantide » de Francis Bacon, qui furent la semence d'où le communisme est sorti. Joseph Salvador, auteur d'ouvrages célèbres, soutenait qu'en 1840, après avoir soumis les gouvernements, devait être instauré un gouvernement semblable à celui de Joseph sous les Pharaons.

Q. — *Quel est le pouvoir des Maçons dans la sphère internationale ?*

J.L. — Avant la Révolution française, les deux tiers des députés du Tiers-Etat étaient maçons. Parmi la noblesse, appartenaient aux loges la plupart des 90

députés libéraux groupés autour de La Fayette et de La Rochefoucauld. Mon pays, la France, est depuis 1875 soumis à un régime de démocratie maçonnique. C'est la raison pour laquelle Camille Dreyfus, du Conseil de l'Ordre du G. : O. :., inaugurant un groupe scolaire à Jury en octobre 1882, s'exclamait satisfait que : « la Franc-Maçonnerie prépare les solutions que la démocratie fait triompher ».

Elle est aussi très influente en Amérique du nord, puisqu'elle a été le détonateur de la Révolution. Benjamin Franklin ayant été initié à Philadelphie en 1730 dans les loges dissidentes des « Anciens » d'Angleterre. Plus tard une liste interminable d' « ashkenazim » établit leur suprématie sur l'économie des Etats-Unis : les Seligman, les Lazard, les Gould et les Kuhn-Loeb.

Q. — *Quelles sont les perspectives de la démocratie européenne ?*

J.L. — Si l'on part de l'idée que la démocratie est saturée de libéralisme, alors l'on arrive à la conclusion qu'elle porte à faux, car le libéralisme a été l'instrument efficace du règne de l'Argent. Sous sa forme politique, il a converti l'Etat en butin partagé des partis et de la Haute Finance. Sous sa forme économique, à force de favoriser une spéculation effrénée, il a détruit les monnaies, troublé le commerce et tué l'épargne, en nous menant au supercapitalisme. Dans le domaine social, il a détruit, avec les corporations, les moyens de défense des travailleurs.

Q. — *Et à tout ce réseau de « forces occultes », il convient d'ajouter les « groupes de pression » qui accaparent actuellement l'influence, en agissant dans le monde entier.*

J.L. — L'attention des observateurs est concentrée sur les plus puissants : la Table Ronde, le Conseil pour les Relations Extérieures, la Commission Trilatérale (club des politiciens les plus marquants), le groupe de Bilderberg (qui prétend contrôler l'Union européenne), le groupe — scientifique — de Pugwash entre les deux Supergrands, etc...

Q. — *Après avoir rapidement passé en revue les éléments subversifs en matière nationale et internationale, quelle issue voyez-vous à la difficile crise actuelle ?*

J.L. — En bref, je dirai qu'il convient de rendre leur primauté aux valeurs éthiques, morales, naturelles et traditionnelles. Restaurer l'Etat en harmonisant l'autorité avec la représentation. Doivent être créés les organes nécessaires à la défense des cellules naturelles de la Société, c'est-à-dire la famille, la commune, la province, les professions et les métiers. Remplaçant le jeu périmé des partis et assemblées parlementaires, faussé par les groupes de pression et manipulé par les Directoires secrets et leurs technocrates fantoches. Et enfin, bloquer la voie du « mondialisme », aux mains des sectes et des financiers sans scrupules.

Q. — *Et qu'avez-vous écrit au sujet du régime du 18 Juillet ? (2)*

J.L. — Voyez-vous, j'ai fait miennes les vues de mon ami Claude Martin, qui a écrit une biographie du Caudillo. Mais j'ai placé le Mouvement du 18 Juillet dans son contexte maçonnique international de lutte entre les fascismes et les fronts populaires, en le présentant comme la seule manière de prévenir une révolution marxiste.

(2) N.D.L.R. : c'est le 18 juillet 1936 que fut déclenché en Espagne le soulèvement nationaliste contre la coalition du Front Populaire, et qui porta à sa tête le général Franco, nommé chef de l'Etat le 29 septembre suivant.

La Presse unanime pour sauver l'œuvre de Jean Lombard

Une œuvre synoptique, où disparaît la ségrégation habituelle des événements, de sorte que l'on saisit soudain les interférences, les progressions simultanées, les conjugaisons et les collusions.

Du coup, en effet, tout ce que d'habitude l'on nous dissimule apparaît soudain. On voit par exemple comment une communauté qui se trouve avoir des représentants à peu près dans toutes les nations, réussit à orienter dans le sens de ses intérêts la politique universelle.

Comment la franc-maçonnerie, de la même façon, et souvent en connivence avec l'ethnie en question, parvient aussi à infléchir bien des choix, bien des décisions.

Alors, certains événements que l'on avait tendance à imputer à la fatalité, ou dont on ne comprenait vraiment pas comment ils avaient pu se produire, s'explicitent.

En particulier, le rôle de plus en plus prépondérant de « la fortune anonyme et vagabonde » dans la destinée des nations modernes, est bien mis en lumière.

Si vous y ajouter la jobardise d'une « intelligentsia » qui adopte toutes les mauvaises causes, depuis celle de Dreyfus jusqu'à celle du F.L.N., enfin l'Histoire devient compréhensible. Toute trace de hasard disparaît.

Bref, Jean Lombard, dans ce massif volume, illustre copieusement, savamment, l'allusion de Jacques Bordiot à cette « main cachée qui dirige ».

A ceux, maintenant, qui s'empareront du remarquable instrument de connaissance qu'est ce livre, de ne pas se borner à hocher la tête, mais d'en tirer, dans l'action de chaque jour, les conséquences pratiques. En opposant, à l'union des destructeurs, celle des « conservateurs ».

(André Figueras, Monde et Vie, 14 rue Edmond-Valentin, 75007 Paris).

Jean Lombard, chartiste de formation, publiée, à l'issue de trente années de recherche, un ouvrage qui ne doit rien aux modes intellectuelles ambiantes et qui est appelé à devenir rapidement un ouvrage de référence. L'objet de sa recherche, dont le premier volume vient de paraître, est l'explication des bouleversements historiques qu'a connus l'Europe depuis la fin du Moyen-Age (...). Il montre, avec nombre de faits à l'appui, l'influence des sociétés secrètes, plus ou moins liées à des oligarchies financières, dans les plus importantes étapes de l'histoire depuis l'aube des temps modernes.

L'histoire telle que l'écrit Jean Lombard n'est pas (encore) celle qu'on enseigne dans les universités. Pourtant qui le contredira ?

(Yves Chiron, Je suis Français, 35 rue Pavillon, 13001 Marseille).

Cet ouvrage qui, au premier abord, peut sembler ardu, s'éclaircit au fur et à mesure que l'on parcourt les siècles avec l'auteur et nous comprenons parfaitement la ligne de force qu'il trace pour la soumettre à notre jugement.

Jean Lombard étudie pour nous la naissance et le développement du Grand Capitalisme — Fortune anonyme et vagabonde fondée sur la spéculation et l'usure depuis le XV^e siècle — à travers l'Italie, la Hollande et l'Angleterre avec son cortège d'hérèses et de révolutions.

Il nous démontre qu'ensuite la France, l'Espagne, l'Autriche et les Allemagnes ont été, elles aussi, envahies par la contagion d'autant que la Franc-Maçonnerie, la Haute Banque Apatride puis l'Internationale Marxiste prirent le relais des vieilles spéculations du Moyen-Age et de la Renaissance.

Là encore, l'énorme travail de documentation accumulée par Jean Lombard constitue pour les militants nationalistes un outil remarquable. Ils pourront y puiser d'innombrables et sérieuses références utiles à leur réflexion comme à leur formation.

Avec Jean Lombard, le parcours mérite mille fois d'être tenté puis exploré. Nous en reviendrons tous, enrichis et confortés.

(Militant, B.P. 154, 75010 Paris).

En lisant cet ouvrage, on apprend et on rapprend beaucoup de choses. Nous avons particulièrement apprécié le rappel des extraordinaires pillages, exactions et abus innombrables, commis par les armées révolutionnaires françaises, apportant soi-disant « la liberté aux peuples ». Tout cela est d'une actualité excellente pour le prochain bicentenaire ! Il y a quarante ans, on a assez hurlé que « les Allemands prenaient tout ». Avec les intervalles de temps et les situations inversées, la paille et la poutre deviennent toujours interchangeables.

Nous attendons avec curiosité la suite de l'entreprise de Jean Lombard, qui s'arrête à peu près en 1871. Même si on n'adapte pas exactement sa vision de faits en réalité extrêmement complexes, son interprétation et ses révélations ne peuvent que rendre service à la vérité, aujourd'hui plus que jamais sous le boisseau, par la plus détestable raison d'Etat.

(St. G., Rivarol, 9 passage des Marais, 75010 Paris).

C'est donc, au total, une œuvre de démystification d'une dimension peu commune que l'auteur conforte par un aperçu bibliographique étoffé où figurent particulièrement des données et ouvrages peu connus ou peu exploités, semble-t-il, jusqu'ici.

(W.P. Romain, *Le Courrier du Parlement*, 11 rue Rameau, 75002 Paris).

Jean Lombard a prévu de faire paraître son étude en trois volumes.

Actuellement est disponible le premier d'entre eux qui couvre la période allant du XV^e siècle à 1871.

Aucun éditeur n'ayant voulu (ou pu) prendre la charge d'une telle édition, l'auteur l'a publié à son compte et avec ses seuls deniers. Mais il ne pourra faire imprimer les deux suivants que si le Tome I est assuré d'une diffusion suffisante.

Il est donc indispensable que tout le monde se mobilise pour acquérir ce livre et pour en assurer la publicité et la propagande.

A demander à nos bureaux, prix : 203,50 F. franco.

171, rue du Général-Leclerc

77780 BOURRON-MARLOTTE — Tél. 16 (6) 445.90.11

ANDRÉ DELACHAUX

« L'ARTISAN DU VIN »

Vins et alcools de pays

Eau-de-vie de cannes à sucre

VRAI RHUM AGRICOLE "NERON"

d'une exploitation familiale à la Martinique

Emballage unique de 6 bout. de 70 cl

NERON blanc 54 % vol.	La bout. de 70 cl	74 F T.T.C. } vignette
NERON vieilli en fût 50 % vol.	La bout. de 70 cl	90 F T.T.C. } comprise

Expédition en port DU

Payable à la commande

L'Europe mondialiste contre les paysans

Quand nos lecteurs auront ce numéro de Lectures Françaises entre les mains, soit au début d'avril, il est très possible que les prix agricoles européens pour la campagne 1985/1986 ne soient pas encore connus. Qu'ils le soient ou non cela importe peu : nous savons déjà dans quelle direction vont s'orienter les marchandages. Plus que jamais l'Europe renonce politiquement à son identité propre (voir les réactions de rejet de la majorité de Strasbourg aux propositions réalistes et traditionnelles de l'Union des Droites Européennes) et, économiquement, va vers le mondialisme. C'est le sens de cet article écrit dans les premiers jours de mars.

Le printemps ramène au-devant de la scène de l'actualité la rituelle comédie bruxelloise baptisée « marathon » concernant la fixation des prix agricoles pour la prochaine campagne : 1^{er} avril 1985 - 31 mars 1986.

Nous sommes fatigués jusqu'à l'écœurement de ces palinodies toujours les mêmes auxquelles se livrent les ministres de l'Agriculture depuis plus de 20 ans ; du bluff d'un Pisani aux coups tordus d'un Rocard en passant par les hésitations et les faux pas d'un Méhaignerie et l'insolente « baraka » d'une Edith Cresson, seul ministre de l'Agriculture qui rapporta de Bruxelles une augmentation vraiment substantielle, non pas grâce à ses compétences, ni même à son charme, mais en raison des circonstances : la guerre des Malouines qui obligeait la Grande-Bretagne à des concessions en échange du soutien de ses partenaires sur le plan international.

Le schéma de ce misérable « cinéma » est toujours le même et se déroule en trois actes :

(1^o) La Commission propose des prix très inférieurs à ceux nécessaires au revenu des agriculteurs d'où l'indignation des organisations agricoles dont les fermes déclarations rameutent les paysans autour d'elles.

(2^o) Les ministres de l'Agriculture palabrent et jouent les marchands de tapis. Cela ne va pas sans incidents dramatiques mettant le *Marché Commun* « au bord de la rupture » comme disent les chers confrères.

(3^o) Enfin, après un échange général de séné et de rhubarbe, tout s'arrange : « l'Europe verte est sauvée ! » titrent les journaux. Ouf ! rideau ! en voilà pour un an !

Evidemment ce cirque de façade permet de laisser ignorer au public les véritables tireurs de ficelles : les technocrates, les banques, les sociétés d'import-export, les grands pays tiers, tels les Etats-Unis, la Nouvelle-Zélande et, au tout premier rang l'U.R.S.S. qui, grâce au *Marché Commun*, peut se consacrer exclusivement à son effort de guerre.

Cette année les choses risquent d'aller encore plus mal que d'habitude. Certes nous ne doutons nullement que tout finira par le traditionnel « l'Europe verte est sauvée », ce qui ne veut rien dire puisque l'Europe verte n'existe plus, mais nous assisterons à une escalade dans la détérioration du revenu agricole et dans le démantèlement de ce qui reste de l'Agriculture française. En effet pour la première fois la Commission propose des prix agricoles en baisse de — 0,3 % en

ECU sur le plan global. On nous explique cependant que par le jeu des manipulations du « franc vert » cela se traduira pour les agriculteurs français par une hausse de 0,8 %, ce à quoi nous ne sommes pas obligés de croire car, comme François Rousseau directeur de la F.F.A. le dit dans son éditorial de l'*Action Agricole de Touraine* du 1^{er} mars : « *Nous ne croyons plus aux effets magiques des tripotages de la monnaie verte que personne d'ailleurs n'a jamais pu utiliser pour la simple raison qu'il s'agit d'une fiction* ».

LE TEST DES CEREALES

La première remarque qui s'impose devant les propositions de la Commission est que celles-ci sont faites en dehors de toute considération de prix de revient des produits agricoles (1). Ce qui paraîtra extravagant à tout chef d'entreprise mais c'est ainsi : l'agriculture est la seule activité dont les prix soient fixés arbitrairement sans souci des frais de production. Or il est bien évident que si l'on vend moins cher en dépensant toujours plus on se ruine. C'est ce qui arrive actuellement à l'agriculture.

Par contre — deuxième remarque — ce qui guide la Commission dans sa démarche pour la fixation des prix communautaires c'est exclusivement le marché mondial. L'illustration en est donnée par le cas des céréales. On sait la récolte record dont la France et les principaux Etats européens ont profité en 1984. Cette récolte, il faut la vendre et quand, sur le marché mondial, on se heurte aux « géants du grain » (Etats-Unis, Canada, Australie, Argentine) la partie est plutôt dure.

Dans mon article d'octobre 1984 (*Lectures Françaises* n° 330 : *Les géants du grain et le mondialisme*) je disais : « Il faut s'attendre à ce que le prix du blé européen se rapproche du prix mondial, c'est-à-dire que les producteurs soient le plus souvent payés au prix d'intervention plutôt qu'au prix de référence ». C'est d'ores et déjà chose faite : mi-février le blé était payé 112 F le quintal rendu port et l'on s'attend à ce qu'il soit à moins de 100 F lors de la prochaine récolte si est retenue la proposition de la Commission de baisser le prix des céréales de 3,6 %.

La Commission Européenne est d'autant plus incitée dans cette politique qu'aux Etats-Unis le président Reagan a transmis au Congrès un projet de budget agricole en baisse de 15 %. S'il était adopté il passerait de 45,1 milliards de dollars à 38,5 milliards avec pour conséquence d'inciter les entreprises à exporter en bénéficiant des prix intérieurs en baisse. Cette pression américaine place le gouvernement français et ses négociateurs à Bruxelles dans une position délicate : il est « peu raisonnable » dit-on au Ministère de l'Agriculture de désespérer les producteurs mais d'autre part l'exportation des céréales est l'un des points forts du commerce extérieur français, il faut relever le défi américain... ce qui suppose un rapprochement des prix communautaires et mondiaux.

(1) Et pourtant les technocrates qui sévissent à Bruxelles n'ignorent pas la notion de prix de revient, c'est ainsi que dans une note publiée par le service d'information du Marché Commun sur l'évolution du revenu agricole en 1983 il est écrit : « *Un facteur qui a contribué à la chute des revenus agricoles en 1983 est représenté par la détérioration des termes de l'échange de l'agriculture (rapport entre les indices de prix reçus par les producteurs et des prix payés pour les achats de biens et services de consommation intermédiaire) dans la plupart des Etats de la Communauté. Dans le secteur des productions animales les prix à la production non seulement ont augmenté moins vite que les prix de consommation intermédiaire mais dans certains cas ils ont même accusé une baisse* ».

Du côté des dirigeants professionnels les réactions sont aussi mitigées. Certes M. Philippe Neeser président de l'A.G.P.B. (*Association Générale des Producteurs de Blé*) a vigoureusement protesté contre les — 3,6 % de la Commission mais il a surtout mis l'accent sur la recherche de nouveaux débouchés espérant notamment que l'ouverture du *Marché Commun* à l'Espagne élargisse le champ des exportations des céréales françaises (2). Il remet aussi au goût du jour le vieux gadget de l'éthanol, alcool de blé que l'on pourrait incorporer à l'essence, et va jusqu'à proposer : « *un mécanisme de co-responsabilité active (?), un système de taxe professionnelle permettant de financer une partie des usines d'éthanol* ». On ne peut être plus compréhensif mais je ne sais pas si les producteurs de blé croient vraiment que la défense de leur revenu passe par la création d'une nouvelle taxe : ils en supportent déjà tellement !

LAIT ET VIANDE : LES PRESSIONS MONDIALISTES

Comme l'économie céréalière, celle du lait et de la viande échappent de plus en plus aux producteurs à mesure que ces productions sont devenues de masse et pèsent sur le marché international. Nous avons maintes fois dans cette revue dénoncé la funeste politique des quotas laitiers institués par la Commission l'an dernier et aggravés en France par la politique de Michel Rocard, serviteur docile du mondialisme. Nous avons montré comment la politique des quotas détruit l'économie laitière nationale, comment nous allons manquer de lait avant longtemps et devons acheter chez nos partenaires et néanmoins concurrents la matière nécessaire aux usines de transformation.

Mais l'existence des quotas ne doit pas faire oublier la taxe de co-responsabilité de création plus ancienne et destinée à soutenir le marché laitier sans pour cela que soit supprimée la taxe destinée à encourager la production. Ainsi le producteur, lorsqu'il reçoit sa « fiche de paye » de sa laiterie y voit deux retenues, l'une pour promouvoir la production laitière (taxe *ANDA*) et l'autre pour résorber les excédents (taxe de co-responsabilité). Le père Ubu n'aurait pas fait mieux !

Pour les « apparatchiks » de la profession il n'est pas question d'aller contre les quotas mais de les justifier, mais comme il faut bien soutenir le moral des troupes on découvre soudain la taxe de co-responsabilité que l'on dénonce farouchement. C'est ainsi que M. Fréjus Michon président de la coopération laitière, président de l'*Office du lait* et membre de l'Etat-Major de la *F.N.S.E.A.* de passage à Rennes a déclaré : « *Il faut supprimer la taxe de co-responsabilité* » (3) et comme le journaliste d'*Ouest-France* qui l'interrogeait eut l'audace de faire cette perfide remarque : « *N'y a-t-il pas double langage de la profession face aux quo-*

(2) L'unanimité est loin d'exister entre les différentes organisations professionnelles agricoles sur l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché Commun. Si les viticulteurs, les arboriculteurs et les producteurs de légumes sont contre, éleveurs et céréaliers seraient plutôt pour. C'est pourquoi la concorde ne règne pas toujours entre le syndicalisme à vocation générale et les sections spécialisées. C'est ainsi que la plus importante de toutes, l'A.G.P.B. que préside M. Philippe Neeser a, un moment, menacé de se retirer de la *F.N.S.E.A.* c'est-à-dire de ne plus verser sa cotisation ce qui aurait été pour la grande centrale syndicale ce qu'est le retrait des Etats-Unis pour l'*UNESCO*. Finalement au cours du voyage aux Etats-Unis de M. François Mitterrand, MM. Guillaume et Neeser qui l'accompagnaient se sont mis d'accord et ce dernier a retiré sa menace. On respire !

(3) C'était déjà la conviction (?) du candidat Mitterrand qui, le 21 avril 1981 entre les deux tours des présidentielles, répondait par écrit à une question de M. Gildas Ezanno président de la *F.F.A.* : « *Je demanderai la suppression de la taxe de co-responsabilité qui s'est révélée, comme je l'avais prédit, totalement inefficace* ».

tas : d'un côté le refus de la F.N.S.E.A., de l'autre la co-gestion de la F.N.C.L. (Fédération Nationale des Coopératives Laitières) ? » le président de l'une et membre éminent de l'autre, répondit : « Il n'y a ni connivence, ni partage des rôles. Au syndicalisme la défense formelle des producteurs, à nous le réalisme des entreprises au contact quotidien du marché ». Il aurait pu aussi ajouter : et aux apparatchiks les grasses prébendes attachées aux multiples casquettes.

En vérité le seul problème de l'économie laitière est la concurrence de la margarine et les distorsions de tous ordres qui existent en faveur de cette dernière, distorsions qui ne seront jamais réduites, car les pères fondateurs du *Marché Commun* — et notamment M. Sicco Mansholt — sont aussi bénéficiaires du lobby margarinier.

Concernant la viande, l'emprise mondialiste n'est pas moins forte. Tandis que l'abattage des vaches laitières, conséquence des quotas, amène de grandes quantités de carcasses supplémentaires sur le marché (400.000 tonnes) les importations des pays tiers, en vertu des accords du G.A.T.T. (4) et des accords de Lomé, continuent. Devant cette avalanche on stocke et cela coûte cher au contribuable. Selon une étude déjà ancienne du *Monde* (4 mars 1980) « le stockage d'une tonne de viande revient par jour à 10 F. Rien que pour les 250.000 tonnes environ que contiennent les frigos de la Communauté, le coût atteint quelques 700 millions par an » (5). Et quand les frigos sont vraiment trop pleins on appelle M. Doumeng qui brade à des prix dérisoires à l'U.R.S.S. avec fortes commissions pour le parti communiste (6).

Ainsi plus que jamais le marché commun agricole est le fournisseur privilégié de l'U.R.S.S. Grâce à lui celle-ci peut en toute tranquillité, puisque débarrassée des problèmes d'intendance, se livrer à la conquête méthodique du monde. De même que le *Parlement Européen* apparaît de plus en plus le complice de l'U.R.S.S., l'Europe Verte la soutient de tout son poids économique. Tragique trahison d'une « Europe » que l'on avait créée pour assurer son indépendance et sa sécurité !

Quant au paysan français que devient-il dans tout cela ? Il disparaît, c'est tout ce qu'on lui demande. Et il ne faut pas s'étonner qu'à un sondage organisé dans la Communauté Européenne sur la question suivante : « Si la Communauté Européenne était abandonnée quelles seraient vos réactions ? » les réponses en France ont été les suivantes : grands regrets, 40 % ; indifférence, 43 % ; vif soulagement, 4 % ; sans réponse, 13 %. Si l'on considère que les sans réponses s'apparentent fortement aux indifférents, on constate que 60 % des personnes interrogées verraient disparaître la Communauté sans une larme. On les comprend et l'on s'étonne qu'elles ne soient pas plus nombreuses.

Jean-Clair DAVESNES

(4) *General Agreement on Tariffs and Trade*. (Accord général sur les tarifs douaniers et le Commerce).

(5) En mars 1985 la Communauté a en stock 900.000 tonnes de beurre, 725.000 tonnes de viande bovine et 600.000 tonnes de poudre de lait. L'intendance de l'Armée Rouge n'a pas de soucis à se faire.

(6) Parmi ses multiples activités, M. Doumeng est vice-président de *SOCOPA-International*, l'énorme trust qui a traité 470.000 tonnes de viande en 1984 dont 80.000 tonnes à l'exportation. Depuis peu le directeur de *SOCOPA-International* n'est autre que M. Claude Villain qui fut le directeur général de l'Agriculture du Marché Commun. Venant « pantoufler » dans le privé ce haut fonctionnaire vient mettre ainsi (à prix d'or) ses connaissances du marché international au service du plus grand trust de la viande mi-privé, mi-coopératif et, de toute façon, largement soutenu par le *Crédit Agricole*.

Du danger de la séduction maçonnique

Le 25 février 1985, la **Congrégation romaine pour la doctrine de la foi** a publié un document signé par le cardinal Ratzinger attirant une nouvelle fois l'attention des catholiques sur la gravité du fait d'être inscrit à la Franc-Maçonnerie. « Les principes de la franc-maçonnerie, dit le texte, étant inconciliables avec la foi catholique ». Le document rappelle les conséquences spirituelles et morales de la double appartenance, il réitère « le jugement négatif de l'Eglise qui s'inspire de critères à la fois pratiques et doctrinaux. Les idées philosophiques et les conceptions morales, notamment le secret maçonnique, sont opposées à la doctrine chrétienne ».

C'est clair et net. On avait en 1983 vu le Père Riquet — très introduit auprès des loges — écrire à Jean-Paul II pour le « supplier d'apaiser ces inquiétudes » (celles des F. : M. :). Le document récent répond justement aux objections de ce genre. « C'est à partir de ces informations, précise le texte pontifical, qu'elle (la Congrégation romaine) a senti la nécessité de reconfirmer l'inconciliabilité entre les principes de la maçonnerie et ceux de la foi chrétienne. »

Nous voudrions profiter de cette nouvelle mise en garde du Vatican pour insister sur le danger que représente la Franc-Maçonnerie, surtout quand celle-ci se prétend déiste, ouverte à toutes les croyances et donc prête à accueillir des catholiques ; ce qu'on appelle la « Franc-Maçonnerie blanche ».

S'il faut reconnaître que tous les Franc-Maçons ne sont pas des sectaires et des ennemis de l'Eglise, il ne faut jamais oublier que la maçonnerie est une société hiérarchisée, répartie en différents grades et fondée sur un principe de base essentiel : le secret maçonnique. Les affiliés sont initiés à des connaissances sur lesquelles on leur fait jurer de garder le secret.

Ce qui est déjà un premier point d'incompatibilité avec la doctrine catholique rappelée par Clément XII, dans sa Bulle de condamnation en 1738 :

« Si ces hommes ne faisaient pas le mal, auraient-ils une si grande horreur de la lumière ? »

Plus d'un siècle plus tard, Léon XIII dans l'Encyclique **Humanum Genus** reprenait cette idée en ces termes :

« Sous les apparences mensongères, et en faisant de la dissimulation une règle constante de conduite, comme autrefois les manichéens, les franc-maçons n'épargnent aucun effort pour se cacher et n'avoir d'autres témoins que leurs complices ».

Ce qui permet à Michel Martin (1) de faire le commentaire suivant :

« On nous dit : en condamnant la Franc-Maçonnerie en bloc, l'Eglise d'autrefois condamnait le bon en même temps que le mauvais. C'est bien possible, mais comment aurait-elle pu distinguer le bon et le mauvais puisque c'est la Maçonnerie elle-même qui exige le secret chez ses dirigeants ? On nous dit : N'interdisez pas l'entrée dans les Loges qui sont bien disposées envers l'Eglise. Très bien, mais quelles sont-elles ? Imaginons un gâteau dans lequel on soupçonne qu'on a injecté un poison. Même si celui-ci n'en a pollué qu'une partie, va-t-on permettre à des enfants d'en manger sous prétexte que les neuf dixièmes du gâteau sont bons ? »

(1) Ce texte est extrait du n° 56 (février 1985) du bulletin *De Rome et d'ailleurs* (B.P. 177, 78004 Versailles cedex) qui s'attache, chaque mois, à publier « Informations et commentaires à la lumière de la Doctrine catholique » (Prix 10 F.). La chronique de Michel Martin est intitulée : « Précisions sur les motifs des condamnations de la Franc-Maçonnerie ».

Ce même bulletin a consacré tout son n° 55 (janvier 1985) à une étude sur la Franc-Maçonnerie, dont nous indiquons le sommaire : *La Franc-Maçonnerie contre l'Eglise de Dieu* (par H. Le Caron) : Les condamnations de l'Eglise - Les objectifs de la Franc-Maçonnerie (Gouvernement mondial et neutralisation de l'Eglise catholique ; Destruction de la famille et de la morale chrétienne ; L'eugénisme, l'avortement et l'infanticide ; la Maçonnerie contre l'Ecole libre).

L'attitude de l'Eglise envers la Maçonnerie depuis Vatican II (par Michel Martin) : Retournement complet - Le nouveau droit canon - Une réaction de la Congrégation pour la doctrine de la Foi.

Nous vous recommandons tout particulièrement la lecture de ce n° 55 *De Rome et d'ailleurs*, à commander pour le prix de 10 F., directement à l'adresse du bulletin (à Versailles).

Les maçons ont un procédé très simple pour se laver des accusations qu'on porte contre eux : qu'ils ouvrent tout grand les portes des Loges, comme les catholiques ouvrent celles de leurs églises et qu'ils renoncent à demander un quelconque secret à leurs adhérents. »

En plus du secret maçonnique, il existe une seconde raison de rester très prudent devant les attirances des Loges maçonniques, c'est le principe de la libre discussion des croyances :

« Il est bien exact que certaines Loges sont prêtes à accueillir des catholiques sans leur demander de renoncer à leurs croyances. Mais ce qu'ils exigent d'eux, c'est qu'ils acceptent le principe de la libre discussion de toutes les croyances sans en exclure, bien entendu, nos dogmes. Ceci ne constitue pas une difficulté pour les protestants qui pratiquent le libre examen.

Mais l'Eglise catholique ne saurait l'accepter sans renier ses principes les plus certains, et, on peut même dire, sa raison d'être.

C'est toute la question du Libéralisme, si mal comprise aujourd'hui, et qui s'est infiltré quasiment dans toute l'Eglise.

La différence capitale entre la doctrine catholique et le point de vue des maçons, même les meilleurs (ou les moins mauvais, comme l'on voudra), c'est que pour eux, l'Eglise n'enseigne que des croyances, alors que celle-ci affirme qu'elle détient des vérités révélées qu'Elle a reçu mission d'enseigner infailliblement.

Comme on le voit, les deux points de vue sont radicalement incompatibles et, ne serait-ce que pour ce motif, l'Eglise ne saurait accepter que des catholiques entrent dans des associations dont le principe fondamental est qu'il est permis de discuter toutes les « croyances ».

Je sais qu'en ces temps d'œcuménisme, bien des catholiques, et même de hauts Prélats, font comme s'ils estimaient que toutes les « croyances » se valent et sont toutes également respectables. On doit, certes admettre que dans le contexte culturel actuel, les catholiques, s'ils veulent qu'on respecte leurs idées, se doivent de respecter celles des autres. L'Eglise a toujours admis que dans certaines circonstances on peut, pour éviter un plus grand mal, user de tolérance envers ceux qui sont dans l'erreur.

Mais l'Eglise n'en a pas moins le devoir de protéger ses enfants contre les fausses doctrines et, en conséquence, de leur interdire de faire partie d'associations comme la Maçonnerie, pour qui nos dogmes ne sont que des « croyances » que l'on peut discuter.

Pour éviter un plus grand mal, on peut renoncer, du moins momentanément, à réclamer l'application intégrale de la doctrine catholique, mais on ne doit jamais et sous aucun prétexte transiger sur les principes. Or, l'acceptation des principes libéraux est exigée des catholiques qui voudraient entrer dans la Maçonnerie et c'est une raison suffisante pour que l'Eglise leur en interdise l'accès. »

Jacques Ploncard d'Assac, qui depuis plus de cinquante ans ne cesse de travailler à démasquer la secte, vient lui aussi de consacrer un numéro de sa **Lettre politique** (2) à l'interdiction réitérée le 20 février dernier par la Sacrée Congrégation pour la doctrine de la Foi et nous lui empruntons sa conclusion :

« La Franc-Maçonnerie, dans aucune de ses Obédiences, n'est une société compatible avec la Doctrine de la Foi, telle que l'enseigne l'Eglise catholique.

D'où vient donc, qu'à côté d'un Grand-Orient ouvertement anti-chrétien et de la Grande Loge occultiste, il se soit crée une Grande Loge Nationale Française acharnée à pénétrer les milieux catholiques ? Il s'agit, évidemment d'entraîner les fidèles vers l'idée d'une « religion originelle », sans dogme. Ce qui est l'hérésie moderniste, revêtue de toute une mascarade rituelle.

⑦ Jacques Ploncard d'Assac, *Lettre politique* n° 184. Nous conseillons aussi la lecture de la publication de notre collaborateur qui explique avec une grande clarté les dessous des manipulations politiques. Cette lettre ne se vend pas au numéro. Vous pouvez vous abonner pour recevoir la livraison des dix prochaines *Lettres* à paraître pour le prix de 120 F. (150 F. pour l'étranger) à envoyer à J. Ploncard d'Assac, B.P. 300-16, 75767 Paris cedex 16.

La Franc-Maçonnerie ne révèle rien, ne construit rien, mais elle dissout et ruine les certitudes. Elle y tend par des moyens divers, parfois contradictoires en apparence, mais conformes au plan général de la Secte. »

Voici donc, une fois pour toutes, faite cette mise au point indispensable. Et nous voudrions également attirer l'attention de nos lecteurs sur le même danger que courent les catholiques qui, en toute innocence, adhèrent à des organisations du type **Rotary Club** ou **Lions International**, pensant ainsi remplir leur devoir de servir ou avoir une action charitable.

Nous ne pensons pas nous tromper en avançant que ces clubs, sous des apparences de neutralité, sont très influencés par l'Esprit de la Franc-Maçonnerie (1) qui en a suscité la création pour, de cette façon, essayer de contacter les personnes qui auraient hésité à rentrer directement dans les Loges. Et il n'est pas rare de constater que leurs adhérents les plus dynamiques sont également affiliés à la Franc-Maçonnerie.

A l'heure où redoublent les assauts de la conjuration anti-chrétienne, il est plus que jamais nécessaire de faire preuve de la plus extrême prudence devant les multiples séductions sataniques qui s'acharnent à détourner les catholiques de leur route.

L. F.

(1) Cette question étant assez importante à débattre, nous y reviendrons dans un prochain no en apportant des arguments.

● PETITES ANNONCES ●

Prix de la ligne 7 F. h. t.

IMPORTANT

Pour répondre à ce courrier, envoyez les lettres sous double enveloppe, l'enveloppe intérieure portant au crayon le n° de l'annonce et l'enveloppe extérieure étant adressée à **LECTURES FRANÇAISES - Service des petites annonces - D.P.F., Chiré-en-Montreuil, 86190 Vouillé. JOINDRE UN TIMBRE OU COUPON-REPOSE POUR LA REEXPEDITION.**

336-1 — **AGRESSIONS, vols en augmentation...** Protégez-vous grâce à nos articles inédits : parapluies électriques 26 000 volts, bombes paralysantes, cannes et parapluies-épées ou à fusil, pistolets paralysants, matraques électriques, tout le matériel de survie et de loisirs, etc... **ARMIMPEX KR**, 3 rue de Ruelisheim, 68260 Kingersheim. Directement du fabricant. Catalogue complet contre 3 timbres.

336-2 — **RECHERCHES** généalogiques dans le Midi de la France. Tarifs sur demandes à L.H. Clément, 139, rue Sainte, 13007 Marseille. Tél. (91) 54.29.74.

336-3 — **VENDS** région Le Faouët (56) bord rivière maison tt. confort sur 4000 m² en partie boisés, 5 pièces, plus s.d.b., sous sol, gd garage, grenier. Tél. (97) 23.93.88.

336-4 — **ACHETE** bon prix, les n° 1 à 13-inclus de **Rivarol**. Faire offre à l'unité.

336-5 — **VENDS** au plus offrant « Protocoles des Sages de Sion », édition intégrale, épuisée, bon état. Faire offre.

336-6 — **DAMES** 50 a. brune, yeux verts expressifs, féminine, à l'aise partout, excell. santé, aimerait rencontrer pour affection, tendresse, monsieur grand, brun, bel homme, sens de l'humour, qualités, sobre, non fumeur (off. sup., cadre industrie, famille juridique).

336-7 — **POUR RENSEIGNER** l'un de nos correspondants, qui peut nous informer sur « Feu et Lumière » et la « Communauté du Lion de Juda et de l'Agneau immolé » ?

336-8 — **RECHERCHONS** une coll. complète de la R.I.S.S. (Revue internationale des sociétés secrètes) de Mgr. Jouin. Faire offre.

Numéros disponibles

Nous pouvons, jusqu'à épuisement, fournir à nos abonnés les numéros anciens suivants, au prix uniforme de 15 F. l'exemplaire sauf indication contraire.

9. UNE PREFACE FRAICHE ET JOYEUSE, par P.-A. Cousteau. — 10. LE JOURNALISTE DE LA BOURGEOISIE INTELLIGENTE, Maurice DUVERGER. — 11. LES ESCROCS DE LA LIBERTE DE LA PRESSE. — 12. LES BELLES AMES DE LA LITTERATURE DECOUVRENT LA TORTURE, par P.-A. Cousteau. — 13. LE GENERAL DE GAULLE ET LA PRESSE. — 14. ANDRE MALRAUX, CONDOTTIERE DE L'IMPOSTURE, par P.-A. Cousteau. — 15. LE REFERENDUM (1958) DEVANT L'OPINION. — 16/20. LES OUI ET LES NON DE 1958. — Petit portrait du Figaro, par P.-A. Cousteau. — 17. POUR UNE PRESSE LIBRE ET NATIONALE. — 18. VIVE LA LIBERTE ! — 40/41. VOICI LES EDITIONS DE LA « QUESTION » ET DE « LA GANGRENE ». — 44/45. LES BIENFAITEURS DE L'HUMANITE. — 46/47. LES GIROUETTES ET LES COCUS DE LA V. — 48. LES NAZIS SONT PARTOUT. — 58/59. INCONDITIONNELS ET « PONCE PILATE ». — 64/65. L'ALGERIE DEVANT L'OPINION. — 66. EUROPE, CAPITALE : MOSCOU. — 67. QUI SUCCEDERA AU GENERAL DE GAULLE ? — 68. LA VALSE DES MINISTRES. — 71. LE PLAN DE GAULLE : L'AXE PARIS-MOSCOU. — 80/81. BEN GOURION ANTISEMITES ? — 84/85. UN VENTRE DORE DE LA S.F.I.O. : G. Defferre. — 86. M. BLEUSTEIN-BLANCHET. — Le lobby Defferre. — 94. LE GRISBI EST TOUJOURS A GAUCHE. — 95/96. LES ACTIONNAIRES DE « L'EXPRESS ». — 97. NOUVEAU PAS VERS L'EST. — 100. CES CAMPS DE LA MORT DONT ON NE PARLE PLUS. — La Voix du Nord. — 101/102. VOTRE JOURNAL NE VOUS LE DIT PAS. — 104. LA COURSE A L'ELYSEE. — 105. LA LECON D'UN SCRUTIN. — 106/107. LES NOUVEAUX MESSIEURS. — 108. LA GRANDE PAGAILLE DU 3^e TOUR. — 110. LES FINANCIERS APPUIENT L'AXE PARIS-MOSCOU. — 111. LES COULISSSES DU CONCILE. — 112. LES GRANDES MANOEUVRES. — 115. LE SUCCES EST A CE PRIX. — 116. LA TACTIQUE DE KARL MARX. — 117/118. VOTER GAULLISTE, C'EST... — 119. L'ARGENT N'A PAS D'ODEUR. — 120. PREMIER ECHEC DU GAULLISME. — 122/123. LE DETONATEUR DE LA TROISIEME GUERRE MONDIALE. — Israël devant l'opinion. — 126. LES ORIGINES INCONNUES DE LA REVOLUTION BOLCHEVIQUE. (Judaïsme et communisme). — 127. CEUX QUI FONT L'OPINION. — 128. OU VA LA DROITE ? — 130. NORD-MATIN CHANGE DE MAINS. — 131. L'ETAT-MAJOR DU PARTI GAULLISTE. — 132. LE REPLI AMERICAIN. — 133/134. LA REVOLUTION EST COMMENCEE (mai 1968). — 136/137. QUESTIONS SANS REPONSE. — 138/139. MUNICH ET LES « MUNICHOIS ». — 140. POUR COMPRENDRE. — 141. FIN DE LA GUERRE DU VIETNAM ? — 143. LE PLAN MANSHOLT. — 144. UN NOUVEAU PLEBISCITE. — 145. UNE SUBTILE MANOEUVRE EN DIRECTION DE PEKIN. — 146. ENTRE ROTHSCHILD ET MOSCOU. — 147/148. M. POMPIDOU, QUI ETES-VOUS ? — 149. LA FINANCE INTERNATIONALE JOUE ET GAGNE. — 150. LE DERNIER QUART D'HEURE DU PETIT COMMERCE. — 151. LE MONDE A L'ENVERS. — Les faux pacifistes. — 152. MENACES SUR LES U.S.A. — L'opus Del. — 153. PANORAMA DE LA PRESSE « NATIONALE » ET DE LA PRESSE « GAUCHISTE ». — 154. LA GUERRE DU PETROLE (en Méditerranée). — 155. RENAISSANCE OU MORT DU RADICALISME ? — 156. DEUX POIDS ET DEUX MESURES. — 157. SUS AUX LIBRAIRES. — 158. DU BLUFF AU CHANTAGE. — L'Est républicain. — 159/160. LES 200 FAMILLES S'OFFRENT DES DEPUTES. — 161. VERS LA PAIX DU CIMETIERE. — 163. LE VOYAGE A MOSCOU — Lénine était-il juif ? — 164. L'EMINENCE GRISE DE LA MAISON BLANCHE. — 165. A QUAND UN IMPOT SUR LES PATRIMOINES ? — 166. QUI TIRE LES FICELLES ? — 168. QUAND LE PETROLE EST ROI. — 170. L'OSTPOLITIK DE WILLY BRANDT. — 173. UN PANAMA IMMOBILIER. (La Garantie Foncière). — 174. LA FOLIE DES HOMMES. — 175. TROIS DEFAITES DE L'OCCIDENT. — 177. LA POLITIQUE ET L'ARGENT. — 178. SCANDALES EN TOUS GENRES. — 179. REVISION DES FORTUNES. — 180. REFERENDUM SUR L'EUROPE. — 181. LES OUI ET LES NON DU 23 AVRIL 1972. — 182. WALL STREET CAPIT/LE DE LA FINANCE INTERNATIONALE. — 185. LA GRANDE DUPERIE DU FRONT POPU BIS. — 186. UNE ENEBREUSE AFFAIRE. L'opération Aranda. — 187. UN COMplot CONTRE LA BANQUE DE FRANCE. — 188. APRES LA REELECTION DE M. NIXON. — 189. L'« OBJECTIVITE » DE L'O.R.T.F. — 192. LA COMEDIE CONTINUE... — 194. NON AU DIKTAT DU BIG BUSINESS. — 195/6. LA FINANCE INTERNATIONALE AU SECOURS DU KREMLIN.

— 197. QUAND LES TECHNOCRATES FONT LA LOI. — 198. L'INFORTUNE CHILI. — Le groupe R. Gicquel. — 199. LE 4^e EPISODE D'UNE GUERRE DE CENT ANS. — 203. LE COUP DE L'ISOLATIONNISME. — 204. NI MOSCOU NI WASHINGTON. — 206. L'ELECTION DE V. GISCARD D'ESTAING. — 210. UN ROCKFELLER SERAIT-IL PRESIDENT DES U.S.A. ? — 211. LE VRAI VISA-GE DU SENATEUR JACKSON. — 221. QUI ETES-VOUS MONSIEUR HERSANT ? — 222. LE FILM « PORNO ». — 231/232. ISRAEL OU LE PETROLE ? — 234. LE TROISIEME YALTA. — 235. L'O.N.U. ET LE GOUVERNEMENT MONDIAL. — Les présidents maçons des U.S.A. — 236. UNE SUBTILE OPERATION. — 240. LE GRAND PROJET D'UN VAINCU (V.G.E.). — 241. LA CONFERENCE SECRETE DE BILDERBERG. — 243/244. LA GUERRE SCOLAIRE. — La presse anglaise. — 245. LE MILLIARD DU PATRONAT. — 246. TRAGI-COMEDIE DE L'UNION DE LA GAUCHE. — 247. COMMENT CARTER A ETE VAINCU. — 248. ENCORE ET TOUJOURS LA CYNIQUE ALLIANCE WASHINGTON-MOSCOU. — 249. COLLUSION DES SUPER-GRANDS. — 250. MENACES POUR LA FRANCE. — 251. LES CHAROIGNARDS DE LA FAIM. — 253. LES RAISONS CACHEES DU FROID ENTRE WASHINGTON ET TEL AVIV. — Le G. O. au gouvernement. — 254. LA BATAILLE DE L'OR NOIR. — 255/256. LA COLOSSALE DUPERIE. — Combien gagnent nos députés ? — 257. S.M. LA GRANDE PRESSE AU SERVICE DE LA PLOUTOCRATIE. — 258. LA FOLIE DES BLANCS ET LE « RACISME NOIR ». — 259. VALERY 1^{er}, EMPEREUR D'OCCIDENT. — 260. DEMAIN LE PERIL JAUNE ? — 261. A LA C.G.T. RIEN DE NOUVEAU. — 262. LA CORDE POUR NOUS PENDRE... — 263. L'APOCALYPSE POUR DEMAIN ? — 264. LE GUET-APENS DU PETROLE. — La F. M. sud-américaine. — 265. CETTE PRESSE D'ARGENT QUI FABRIQUE L'OPINION. — 266. L'EUROPE DES PARTIS. — 267/268. BOURRAGE DE CRANE ET ELECTIONS TRUQUEES. — 270. LA F. M. TELLE QU'ELLE EST. — Edmond de Rothschild. — 271. LE PARAPLUI AMERICAIN. — La Trilatérale. — 272. LES ILUMINES. — La F. M. au Gabon. — 273. ENCORE ET TOUJOURS L'OR NOIR. — 274. BILAN GISCARDIEN. — 275. L'ART ET LA MANIERE DE NOUS TROMPER. — 277. LES DESSOUS DES ELECTIONS AMERICAINES. — 278. LA DOCTRINE DE CARTER. — MORT DE TITO. — 279/280. LES ETUDIANTS ET LA POLITIQUE. — 281. LES AVATARS DE L'INTELLIGENTSIA. Pinochet et la F. M. — 282. LA CLE DU JEU GISCARDIEN. — 283. UN TRAITE WASHINGTON-MOSCOU ? — 286. LA TRILATERALE EN CHINE. — 287. LIBRES PROPOS DE H. COSTON. — 289. UNE ELECTION TRUQUEE. — 290. TEMPETE A LA MAISON BLANCHE. — 293. LA REPUBLIQUE DES CAMARADES. — 294. LES NATIONALISATIONS. — 295. L'AGRICULTURE ANEANTIE. — 296. L'AFFAIRE MOUSSA. — 297. LE TIERS-MONDE. Du pain ou des bombes ? — 299. 25^e ANNIVERSAIRE. — 302. LA DIPLOMATIE FRANCAISE EST MORTE. — 305. L'ETERNELLE AFFAIRE DREYFUS. — 307. LE DOUBLE JEU DE JUAN CARLOS (15 F.). — 308. MENDES FRANCE, L'HOMME QUI A TRAH LA FRANCE. — 309. L'ENSEIGNEMENT SOCIALISTE. — 310. LA GUERRE SCOLAIRE. — 311. L'AFFAIRE BARBIE. — 312. REFLEX SOCIALISTE. — 313. AMNESTY INTERNATIONAL EN ACCUSATION. — 314. LE CAPITALISME POPULAIRE. — 317. LA FEDERATION FRANCAISE DE L'AGRICULTURE. — 318. L'EGLISE SOCIETE SECRETE ? — 319. LA BANDE DESSINEE. — 320. ASSASSINAT SOVIETIQUE ? — 321. LA LIBERTE D'EXPRESSION EN DANGER. — 322. L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE. — 324. LA CULTURE SOCIALISTE ET L'ARGENT DES CONTRIBUABLES. — 325. LES ETATS-UNIS, APANAGE MACONNIQUE. — Adieu à Jacques Bordiot. — 326. LE PARLEMENT EUROPEEN. — 327/328. LE Drame scolaire. — 330. LE SOCIALISME CONTRE LA FAMILLE. — 331. UN AN DE SOCIALISME EN ESPAGNE. — 332. Indira GANDHI : LE MONDIALISME EN DEUIL. — 333. LA FORTUNE ANONYME ET VAGABONDE. — 334. VERS L'ABANDON DE LA Nlle CALEDONIE ? — 335. F. M. ET AGRICULTURE.